Liste des contenus disponible sur ASJP (Algerian Scientific Journal Platform)
Revue Académique des Etudes Sociales et Humaines
page d'accueil de la revue: www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/552

La résilience sociétale et les défis de persévérance dans l'être national

Societal Resilience and the Challenges for the Perseverance in the National Being

Boumediene Ameur[1], *, Ouelhadj Ferdiou[2].
[1]Institut de Droit et des Sciences Politiques/Alger-3, Algérie.
[2]Institut de Droit et des Sciences Politiques/Alger-3, Algérie.

Keywords:
Shock,
COVID-19,
Radioactivity,
Resilience,
Extreme situation,
Societal.

Abstract

Societal resilience is a significant element of power for a nation, an important indicator of national cohesion and a strong expression of the State-Nation bond. It represents the last bulwark of a society, in the face of the panoply of perils that can threaten its existence in times of peace as in times of war. A society that cannot withstand the shock and get back on its feet again thanks to its capacity for resilience, is called upon to lead a precarious existence. The COVD-19 crisis highlighted the importance of this defensive capacity, particularly with the failure of national systems for monitoring and predicting risks and threats. This article addresses the phenomenon of resilience by first dealing with its conceptual aspect. The phenomenon of resilience is confronted within the framework of this work, with two cases of tests, respectively illustrating a threat and a risk. The first case revolves around the threat of a thermonuclear attack. The second case analyzes the current COVID-19 crisis. At the end, recommendations, aimed at strengthening societal resilience are made at the end of the article.

Informations sur l'article

Historique de l'article:
Reçu le: 07/02/2021

Accepté le: 30/03/2021

Mots clès:
Choc,
COVID-19,
Radioactivité,
Résilience,
Situation extrême,
Sociétale.

Résumé

La résilience sociétale est un élément de puissance non négligeable pour une nation, un indicateur important de cohésion nationale et une expression forte du lien Etat-Nation. Elle représente le dernier rempart d'une société, face à la panoplie des périls pouvant menacer son existence en temps de paix comme en temps de guerre. Une société qui n'arrive pas à résister au choc et se remettre de nouveau sur pied grâce à sa capacité de résilience, est appelée à mener une existence précaire. La crise de la COVD-19 a mis en évidence l'importance de cette capacité défensive, notamment avec la défaillance des systèmes nationaux de veille et de prédiction des risques et des menaces. Le présent article aborde le phénomène de résilience en traitant dans un premier temps, son volet conceptuel. Le phénomène de résilience est confronté dans le cadre de ce travail, à deux cas d'épreuves, illustrant respectivement, une menace et un risque. Le premier cas s'articule autour de la menace d'une attaque thermonucléaire. Le deuxième cas analyse la crise actuelle de la COVID-19. Des recommandations, visant l'affermissement de la résilience sociétale sont émises à la fin de l'article.

* Corresponding author at: Institut de Droit et des Sciences Politiques/Ager-3, Algeria
Email : ameur.boumediene@univ-alger3.dz

1. Introduction

Parmi les critères d'évaluation d'une nation, se positionnent confortablement le contenu de son projet sociétal, le niveau de rayonnement et d'influence à l'échelle internationale et la hauteur de ses ambitions à se confirmer en tant que Sujet créateur de l'Histoire. Désormais, l'ascension au rang de grande nation ne dépend pas uniquement de la volonté du pouvoir politique en place et de l'adhésion effective de la société au projet consenti de l'Etat. Les aspirations doivent être réalistes et ne doivent pas faire abstraction de l'environnement naturel et international qui constitue une arme à double tranchants. Il est d'une part, une opportunité pour le développement et la prospérité de l'entité sociopolitique, du fait qu'aucune nation ne peut vivre et prospérer en complète autarcie, et d'autre part, une contrainte majeure à la réalisation des objectifs fixés, en raison du risque de collision des projets politiques en évolution ou de la manifestation violente de la nature. En effet, il se trouve qu'en politique, comme d'ailleurs dans la vie, on ne joue jamais seul et que l'enjeu est souvent à somme nulle. L'ampleur des défis à relever par les Etats dans de telles situations, de nature, hostiles et/ou conflictuelles, sont tributaires du niveau des ambitions, mais aussi du degré de leurs interférences avec « sa majesté le hasard » et les intérêts des autres acteurs du système international et partant, du risque de collision prévisible avec la nature ou avec les projets en compétition.

Les exigences de sécurité politique imposent une sureté stratégique adéquate, susceptible de considérer le pire des scénarios prévisibles et de statuer, d'une manière rigoureuse et rationnelle, sur les éventualités de leur occurrence et sur les implications et le coût associés à la mise en place potentielle des dispositions et des mesures propres à chaque scénario. Bien que l'analyse prospective éclairée soit capable d'identifier un bon nombre de menaces et de risques, pouvant entraver la poursuite des objectifs fixés, pour être anticipés par la politique de sécurité nationale, le système d'identification, d'alerte et de gestion des périls ne peut être que partiellement efficace, et parfois même, défaillant, au regard de la diversité et de la complexité des registres du risque et de la menace.

Face à ce déficit structurel et intellectuel manifeste en capacités de prédiction, en plus des contraintes logistiques liées à l'allocation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de stratégies, visant à anticiper toute la panoplie des risques et des menaces identifiés, les Etats voulant persévérer dans l'Etre contre vents et marais, investissent dans le développement et l'affermissement, au sein de leurs sociétés respectives, de capacités individuelles et collectives de résilience, leur permettant de s'adapter avec les différentes situations extrêmes, susceptibles d'être engendrées par les aléas naturels ou générées par l'antagonisme des politiques étatiques de puissance. La capacité d'une société à surmonter les situations extrêmes est révélatrice d'un haut niveau de cohésion, de discipline, d'organisation et de solidarité au sein de la communauté, qui l'installe à l'abri du risque d'effondrement général, tout en conférant au Gouvernement, par effet d'économie de force qui en découle, une liberté de manœuvre, exploitable sur le plan politique et stratégique.

2. Le concept de résilience

L'importance de la capacité de résilience pour la survie et la survivance des sociétés nous interpelle sur la nécessité de mieux cerner les notions et les concepts en relation avec le phénomène, pour en tirer profit et mieux préparer les collectivités à absorber les chocs et sécuriser leurs projets respectifs. Les notions de situation extrême et de résilience et la relation dialectique entre elles s'imposent de fait, comme une priorité dans l'exploration dudit phénomène.

2.1 Les notions de situation extrême et de résilience

La situation extrême : Tout système, que ce soit naturel, social ou construit, peut exister dans l'une des trois postures suivantes : soit en situation de routine ou de repos, où les forces perturbatrices sont inexistantes ou insignifiantes et les exigences requises en résilience sont en conséquence, minimales, soit que le système se trouve en situation, que Stallings (2006) appelle dans son ouvrage « le désastre et la théorie de l'ordre social », exception routinière, où la performance de résilience est calculée et conçue à la lumière des estimations concernant les conditions extrêmes prévisibles de fonctionnement du système,

ou enfin le système peut se trouver dans une situation extraordinaire d'exception totale, où face au choc provoqué par l'évènement jusqu'alors invisible, voire impensable par le concepteur, le système se trouve contraint, dans les limites du temps imposé par l'évènement, à explorer l'inconnu, s'adapter à la situation prévalant ou dans le pire des cas, subir des déformations graves, altérant le fonctionnement normal, prévu par la conception originelle.

Ce qui est extrême est *« au-delà du rang normal de l'expérience humaine »* (Boyden et Mann, 2005). Devant une situation extrême, le capital-expérience cumulé en amont par la société considérée n'est que de faible secours pour la sortie de la crise, puisque le nouvel environnement impose désormais ses propres lois, ses propres normes et ses propres valeurs, avec lesquelles il va falloir s'identifier, se familiariser, voire s'approprier collectivement aux fins de survie physique et de survivance psychique et psychologique. Il s'agit beaucoup plus de résilience que de résistance. La capacité de résilience sociétale est un concept plus facile à formuler qu'à l'apercevoir à l'œuvre car, *« Les sujets en situation extrême sont tiraillés entre l'urgence sociétale d'agir et l'impossibilité matérielle de l'action à l'intérieur des cadres institués.»* (GEOFFROY, RIGAUD et GUARNIERI, 2016, pp.2-3).

La notion de résilience : Dans le but de ne pas encombrer le lectorat avec une longue liste de définitions du concept de résilience, de peur de consacrer l'ambiguïté et passer à côté de l'essentiel, je cite dans cet article deux définitions uniquement comme référence, n'ayant nullement l'intention ni la prétention de médire la contribution louable dans le domaine, du nombre important d'experts émérites à travers le monde : La terminologie de l'UNISDR 2009 des Nations Unies, en matière de stratégie internationale de réduction de désastres, définit la résilience comme étant *« la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée aux dangers de résister, d'absorber, d'accommoder et de se remettre des effets d'un danger de manière opportune et efficace, y compris par la préservation et la restauration de ses structures et fonctions de base essentielles »*. (UNISDR, 2009), (Hollnagel et al, 2010, cité dans GEOFFROY, RIGAUD et GUARNIERI, 2016, pp.2-3) maintiennent le sens de la définition donnée par l'UNISDR et ajoutent la notion de résilience avant le choc, en affirmant que la résilience est *« la capacité intrinsèque d'un système d'ajuster son fonctionnement avant, pendant ou après des changements et des perturbations, de sorte qu'il puisse soutenir les opérations requises dans des situations prévues et inattendues »*.

2.2 La résilience face à une situation extrême

L'avènement d'une situation extrême déclenche au sein du système social, un processus de transformation pouvant affecter radicalement l'existence et le devenir de la société concernée. Le résultat de ce processus de morphogénèse est tributaire de la performance individuelle et collective des membres de la communauté. Pour l'assimilation de la dynamique d'entrée en résilience sociétale et être en mesure de tirer les conclusions et les enseignements utiles, les experts s'attèlent à observer et documenter le comportement des différents systèmes : naturel, écologique ou construit. Ainsi, dans sa théorie du syndrome général d'adaptation, Selye (1955) accorde une attention particulière au processus de réponse du corps humain aux attaques extérieures, en le subdivisant en trois phases distinctes.

1) La première phase, dite d'alarme, qui intervient au moment de l'agression. L'organisme, après une baisse momentanée de la résistance, se met en alerte pour rétablir l'équilibre par un nombre de mesures défensives, notamment, l'accélération du rythme cardiaque, la stimulation de la vitesse et du volume respiratoire, la mise en tension des muscles et l'inhibition de l'activité digestive. Par analogie, la réaction de la communauté peut être appréciée selon le degré de conformité de ses actions aux plans d'alerte préétablis et aux orientations émanant des autorités gouvernementales et de la société civile. Si toutes choses étant égales par ailleurs, la performance de la société devient tributaire de l'efficacité du Gouvernement, de son niveau d'anticipation et de préparation et de sa capacité à identifier à temps, les indicateurs annonciateurs de crise. Powley (2013) compare cette phase à la réaction de l'organisme suite

à une inflammation de la peau, durant laquelle « un mécanisme physiologique se déclenche entrainant un gonflement dû à l'injection de sang, de protéines et de coagulants qui convergent au niveau de la plaie, la création de nouveaux tissus empêchent des corps étrangers d'entrer dans la plaie ». (GEOFFROY, RIGAUD et GUARNIERI, 2016, p.5). Dans la pratique et en fonction de la situation qui prévaut, un nombre de mesures peuvent être imaginées : L'état d'urgence décrété, la fermeture des espaces ordonnée, les opérations de secours aux victimes et la mobilisation engagée…

2) Si l'attaque perdure, l'organisme passe à l'étape que Selye (1955) appelle de résistance. L'organisme répond à la demande du corps en énergie à travers les glandes surrénales afin de permettre la production du Glucose, nécessaire au fonctionnement efficace des muscles. Powley (2013) baptise cette phase de prolifération, qui désigne la deuxième étape de lutte de l'organisme contre l'inflammation de la peau. Le corps entame « la production de collagène qui favorise la formation des tissus de connexion sous la surface et crée de nouvelles voies vasculaires et cellulaires. Une couche épithéliale prolifère pour produire un revêtement de la peau ». Par analogie, Le système sociétal résilient exécute le plan de défense pour les situations anticipées et lutte pour la reprise de l'initiative à travers l'assimilation des mutations opérées, l'organisation de l'action synergique et la réparation des dégâts occasionnés, notamment les dégâts immatériels.

3) La troisième et dernière étape dans le processus de résilience est la phase de stabilisation ou de retour au calme (Selye, 1955) ou encore de remodelage (Powley, 2009). Comme écrivait Poirier (1994, pp. 130-131) dans un autre contexte mais qui s'applique parfaitement à notre cas : « Quelle que soit sa durée, toute phase de transition s'entend donc communément comme un processus de morphogénèse appliqué à un objet évolutif ou instable, par définition. Elle implique le transit d'une forme originelle, stabilisée, à une forme finale qui le sera également par la suspension des facteurs de transformation ». Pour continuer dans la démarche de Powley (2013), relative à l'inflammation de la peau, la guérison se manifeste par le renforcement de la flexibilité du tissu conjonctif, à travers le développement de l'élastine, la mise en fonctionnement des voies vasculaires et le rétablissement du rythme cardiaque habituel. Par analogie, le système social tire les enseignements, acquiert de l'expérience et devient par conséquent, plus aguerri et donc plus résilient. Les normes et les valeurs ainsi que les pratiques ne seront certainement pas celles d'antan, cependant, la société résiliente s'installe de nouveau sur rail et continue à lutter pour traiter les séquelles et mitiger l'impact du choc, que les normes et les valeurs consenties ont subi. La société dont la résilience s'est avérée défaillante par contre, s'installe dans le désordre et plonge éventuellement dans le chaos et l'effondrement général.

Il est notoire d'attirer l'attention sur la relativité capacitaire de la résilience sociétale et sur le fait que son omnipotence restera toujours un objectif inatteignable, en dépit de tous les efforts, pouvant être consentis. En effet, si une société a été en mesure, de par son passé, de restaurer ses capacités fonctionnelles principales à l'issue d'un choc, de puissance donnée, sa résilience peut s'avérer insuffisante à la résurgence d'un autre choc de plus grande magnitude ou sévissant sous une forme différente de ce qui a été vécu. Ceci étant, les efforts à déployer par les Etats en termes de prédiction, d'anticipation, de préparation et de mobilisation, devraient être à même d'affermir les capacités de résilience de leurs sociétés respectives ; surtout si ces efforts sont basés sur les scénarios les plus extrêmes, tels que le risque d'accident nucléaire ou d'attaque thermonucléaire, menée par un acteur étatique, ou encore, sur un scénario d'attaque chimique ou biologique, perpétrée par un acteur irrationnel non-étatique. Si la communauté arrive à se préparer à faire face à de tels scénarios, la vulnérabilité serait réduite à son plus bas niveau, car dans ces cas de figures, l'axiome « qui peut le plus peut le moins » serait de mise.

3. Etude de cas

Les sociétés, dans leurs processus d'existence et de développement, sont confrontées à deux catégories de situations dangereuses, à même de mettre en péril leurs aspirations de sécurité et de prospérité. La première catégorie, regroupant les différents types

de menaces, où l'intention hostile est présente. La deuxième catégorie, s'identifiant par les risques, où l'hostilité, de nature humaine du moins, est absente. Dans le cadre du présent article et pour des raisons de sensibilisation du lectorat sur la gravité de ces situations, qui risquent de causer l'effondrement des Etats et des sociétés, il a été pris comme exemple de la menace, le scénario d'une attaque thermonucléaire et la présente crise de la COVID-19 a été retenue pour illustrer la situation de risque majeur.

3.1 Le scenario nucléaire

La disparition du monopole américain sur le nucléaire militaire par l'instauration de l'équilibre de la terreur, a imposé de la retenue et du respect des distances dans les Relations Internationales, en raison des risques d'escalade à l'extrême, du cycle de la violence. Comme le souligne André Beaufre : « la Grande guerre et la vraie paix seront mortes ensembles » (Kandel, 1998, p 4). Nonobstant, la probabilité de recours à la guerre nucléaire limitée reste au demeurant, non nulle, notamment avec la réduction des dommages collatéraux par l'augmentation de la précision des systèmes d'armes, la maitrise de la technique de contrôle de la puissance des ogives nucléaires et la volonté affichée des Etats détenteurs à réduire le seuil d'emploi de leurs arsenaux nucléaires. Le scénario de l'attaque thermonucléaire s'impose désormais, comme le plus grand défi à la résilience sociétale et l'exercice le plus complexe de la réflexion stratégique, qui se fixe comme objectif, la mitigation des effets de ces attaques par la préparation multiformes de la société à contenir le choc et accepter les sacrifices pour la poursuite des fins politiques. En effet, « La guerre », écrivait Clausewitz (1832, cité dans Brustlein, 2009, pp. 104-105) « n'étant pas un acte de passion aveugle, mais un acte dominé par un dessein politique, la valeur de ce dessein déterminera l'ampleur des sacrifices nécessaires à sa réalisation. Cela vaut pour l'étendue des sacrifices comme pour leur durée.»

Le conditionnement d'une société pour la survie et la survivance à l'issue d'une attaque nucléaire limitée, ramène sa résilience à un niveau supérieur, lui permettant de faire face à la majorité des risques et des menaces prévisibles à vue d'Homme. En effet, les dégâts matériels et immatériels, pouvant être occasionnés par une frappe nucléaire sont divers et multiples, à même de couvrir la quasi-totalité des défis des sociétés modernes : Séisme, pandémies, tsunamis, crises alimentaires, crises énergétiques, radioactivité etc…

Par effet de souffle, une arme de dix (10) mégatonnes provoquerait la destruction totale de toute l'infrastructure au-dessus du sol sur un rayon de cinq (05) Km avec un taux de mortalité de 75%. Ce taux demeure supérieur à 30% jusqu'à un rayon de treize (13) Km, avec des dégâts considérables au niveau de l'infrastructure. L'effet thermique peut s'étendre jusqu'à un rayon de seize (16) Km, pouvant provoquer des incendies, en fonction de la nature de l'environnement. (KISSINGER, 1957, p. 68).

Le niveau de radioactivité est fonction de la puissance énergétique du dispositif nucléaire. A titre d'exemple, la bombe de vingt (20) KT, larguée sur Hiroshima et qui rentre dans la gamme de l'armement de la guerre nucléaire limitée, a produit environ 900 grammes de matières radioactives. Une arme de 10 MT produirait environ 450Kg de matières radioactives. (KISSINGER, 1957, p. 74). Les premières quarante-huit heures suivant l'attaque sont les plus dangereuses en matière de radioactivité. Sous le choc, une population mal préparée, s'expose fatalement au rayonnement qui sévit en silence, car les symptômes ne commencent à apparaitre qu'à partir de la deuxième semaine et les retombées radioactives continueraient à occasionner des dégâts sérieux sur toutes les formes de vie, pendant des mois.

Dans cet environnement cataclysmique, le système médical aura subi un choc paralysant, rendant la mission d'assistance aux victimes, une tache extrêmement difficile. La situation sanitaire est appelée à se dégrader, notamment, en raison du nombre extraordinaire de victimes, de la destruction des infrastructures médicales et de l'impossibilité de porter assistance aux blessés, en raison de la difficulté d'accès, de la radioactivité, de la perte du cadre médical et de la mise hors service du système de stockage et d'administration du sang. La situation

s'aggrave davantage par, la destruction des systèmes d'évacuation sanitaire, la rupture d'approvisionnement en eau potable, en énergie et en produits alimentaires, et la dégradation des conditions d'hygiène de vie, favorisant la propagation des maladies.

Seule une vraie société et non une agglomération serait capable de tenir le coup dans ces conditions extrêmes. En effet, c'est parce que la société se distingue d'une agglomération par sa capacité à agir en unité vers un but d'intérêt commun. Ses membres, par le développement acquis des réflexes individuels et collectifs routiniers, contribuent à la résolution des problèmes, même les plus complexes. Avec une société, l'Etat lutte relativement avec aisance et fluidité, l'agglomération par contre, perturbe l'effort consenti de l'ensemble et provoque une consommation excessive de temps et d'énergie ; situation devenant insoutenable à la longue, voire catastrophique en ce genre de défis. En outre, la société permet à la réflexion stratégique, à travers ce comportement exemplaire, d'économiser l'énergie et les ressources pour songer à la prise en charge des nouvelles situations non anticipées jusqu'alors, ce qui améliore conséquemment le niveau de résilience et accélère le processus de sortie de la crise et la restauration des conditions acceptables de vie.

Par ailleurs, les difficultés d'endiguement des conséquences physiques et psychologiques des attaques thermonucléaires donnent à la stratégie de dissuasion nucléaire sa crédibilité et sa pertinence. C'est d'ailleurs pourquoi dans la dialectique de dissuasion, la résilience d'une société est prise en compte dans le calcul des rapports de puissances, tout comme les forces conventionnelles, les forces nucléaires offensives et de représailles, les capacités de déni aérospatial, les bases économiques et industrielles et les autres facteurs de puissance. Le décideur politique au service d'une société résiliente jouit d'une plus grande liberté d'action par rapport à un adversaire, dont la capacité de résilience sociétale fait défaut. En prenant ce facteur isolément, le premier décideur est plus résolu à courir le risque pour la défense des intérêts nationaux vitaux, alors que le second, sous la pression de la menace extérieure d'anéantissement et le risque intérieur d'effondrement, est plus disposé à abandonner ses projets et céder à la volonté du dissuadant.

3.2 La crise de la COVID-19

Depuis son apparition officielle dans la province de Hubei en Chine, le virus SARS-CoV-2 a pu se propager et se transformer rapidement en pandémie, menaçant toute la planète. Les Etats, dans leurs démarches visant l'affermissement de la résilience sociétale, avaient à lutter contre la diversité des réactions générées par l'effet de choc et par les séquelles d'une crise prolongée, dans l'incertitude quant à ses aboutissements. De Marchi (2020) résume ces réactions négatives au sein de la population en termes de préoccupation, de peur, d'anxiété, de terreur, de colère, d'indignation, de protestation, mais aussi de cynisme et d'incrédulité. Surtout que l'agent pathogène, en plus du caractère changeant de sa structure génétique, n'est pas confiné dans un laboratoire de recherche ; les tentatives de son exploration progressent désormais, dans le milieu naturel et en interaction totale avec une société prise de vitesse et partant, hautement vulnérable.

Une société moderne, entretenant ses vulnérabilités à travers la marginalisation d'une partie de sa population qui se trouve sujette à des 'restrictions d'accès aux ressources de la solidarité humaine' (De Marchi, 2020). Ces inégalités sociales ont été parmi les causes aggravantes de la pandémie, car les conditions de vie de cette partie de la population étaient incompatibles, et le sont, avec les mesures préventives à prendre pour limiter la propagation du virus, notamment, en ce qui concerne le niveau de vie dégradé, le mal-logement et la forte concentration démographique. Comme le précise Decelle-Lamothe (2020) : Si une fragilité du système existait déjà « à froid », elle va être accentuée « à chaud ».

Ces mêmes inégalités ont contribué à dégradé le niveau de discipline au sein de la société. En effet, le degré de conformité aux instructions et consignes des services spécialisés est tributaire du niveau de confiance de la communauté envers les institutions de l'Etat. Si toutes choses étant égales par ailleurs, les pays où cette confiance a fait défaut ; et la discipline n'étant pas imposée par la contrainte, le taux d'infection et de

mortalité est logiquement plus élevé et les initiatives de solidarité et de bénévolat sont moins visibles. Quand le lien Etat-société est solide, la communication d'une information précise sur la situation sanitaire et l'éducation de la société à appréhender et accepter les conséquences psychologiques de la pandémie sont à même d'empêcher l'instauration d'un climat de doute et de confusion qui entame la résilience et encourage les comportements contraires aux exigences de la situation sanitaire. Cet objectif peut être atteint, en dépit du défi que constitue le caractère furtif du virus, car, la difficulté pour la sensibilisation des populations quant aux implications catastrophiques du risque viral, réside à rendre palpable un danger furtif, sévissant en silence et n'étant perçu par aucun de nos sens (De Marchi, 2020). Son caractère abstrait réduit d'emblée le niveau d'alerte et de conformité de la population aux consignes de prévention, multipliant ainsi sa propagation et ses dégâts.

La performance des sociétés de par le monde en matière de résilience, confirme ces conclusions pour le cas de la COVID-19. Sous l'effet de choc et l'augmentation des cas positifs, le système de santé dans les pays les plus développés pourtant, a frôlé la catastrophe suite au manque de personnel médical et des moyens nécessaires pour les soins intensifs. Les vulnérabilités au virus, à la fois, de la population et du système de santé, se nourrissaient les unes des autres (De Marchi, 2020), affectant dangereusement la résilience de la société toute entière. Les consignes adoptées pour la gestion de la crise de la COVID-19 ne différaient pas beaucoup de celles prescrites pour les pandémies antérieures, se résumant notamment, dans le confinement, la distanciation et la mise en quarantaine. Ce mimétisme est dicté par la difficulté de déceler les cas asymptomatiques, l'incapacité d'anticiper la réaction du système immunitaire et le manque de visibilité sur les perspectives de développement d'un vaccin ou d'un traitement efficace.

Il est notoire toutefois, que dans le cas de cette crise, la distanciation physique, adoptée pour la lutte contre la propagation du virus, n'a pas éliminé la proximité 'métaphysique' entre les membres de la société à l'échelle planétaire ; proximité rendue possible avec la disponibilité des moyens techniques, technologiques et informatiques. Aussi, des manifestations de solidarité citoyenne et de compassion ont contribué à protéger les personnes en situation de vulnérabilité et à soutenir ceux en situation socioéconomique précarisée par le contexte de la pandémie (Chew et collab, 2020, cité dans Bergeron, Lévesque, Poitras, et Roberge, 2020). Ainsi le sentiment de tristesse, de désarroi et d'inquiétude, ressenti par les victimes de la COVID-19 a été remplacé par celui de l'espoir, de la bienveillance et de la solidarité, notamment pour les personnes endeuillées, « en identifiant des pratiques alternatives aux rites funéraires, satisfaisantes pour les personnes et respectueuses des consignes de santé publique » (IASC MHPSS Reference Group, 2020, cité dans Bergeron et al, 2020). Dans ce contexte, le cas de l'Italie est parlant.

En dépit de ces comportements exemplaires, la pandémie a révélé une faille flagrante dans le système mondial de veille et de prévention de risques ainsi qu'une méconnaissance manifeste des aspects comportementaux de l'agent pathogène et des solutions à envisager pour son endiguement. Elle a dévoilé aussi, les limites des sociétés modernes, que ce soit sur le plan organisationnel, structurel, technique ou scientifique, à faire face à des défis plus sérieux, surtout avec l'entrée en force de l'élément économique dans le calcul stratégique de lutte contre la pandémie. Un Etat qui donne la préséance au volet économique pour éviter l'effondrement, expose ses forces de production au risque de contagion et risque de subir un taux d'infection et de mortalité supérieur à celui qui met la préservation de la santé de ses citoyens à la tête de ses priorités, en dépit du fait que cette dernière approche peut s'avérer la plus désastreuse à la longue. Les enjeux sécuritaires pourraient découler des solutions où le volet économique a été occulté dans le processus de gestion de la crise. Ceci étant, seule l'expérience sociale massive que nous vivons sera capable de démontrer laquelle des stratégies a été la plus efficace.

Enfin, si la littérature scientifique et grise atterrit ou rebondit parfois sur des conclusions, plus ou moins viables pour les conséquences de la pandémie au cours terme, la délimitation des contours de ces

mutations à moyen et long terme reste un exercice extrêmement difficile à résoudre, au vu de la complexité des interactions des différents paramètres ; eux-mêmes difficilement appréciables en nombre et en degré d'influence. Ce qui est sûr, c'est que la pandémie de la COVID-19 est entrain de générer des mutations profondes avec des implications certaines sur le plan de l'individu et des sociétés. Elle a déjà provoqué la déstabilisation du mode de vie individuel et collectif, la perte des repères (sociaux-culturels, relationnels, éducationnels et autres), le ralentissement économique, la diminution des revenus des ménages, l'augmentation du taux de chômage et la recrudescence de la violence conjugale et sociétale. Une restructuration du système économique et de santé s'avère plus que nécessaire pour prendre en charge les victimes de cette pandémie (personnes et entreprises) et les rendre plus résilientes : c'est à dire en capacité de mieux faire face aux crises, en devenant mieux préparées, plus résistantes, en capacité d'anticiper et de limiter le choc des prochaines crises (Mouvement des entreprises de France (MEDEF), 2020).

4. Recommandations

Un nombre de mesures non exhaustives, citées ci-après, pourraient contribuer à garantir la persévérance de la société dans l'Etre national et la poursuite pondérée de son projet politique, et ce, même dans les conditions de manifestation surprenante et violente des facteurs de risque ou de la menace, prévisibles ou hors de portée de vue d'Homme.

4.1 Sur le plan organisationnel

- Compte tenu de l'impossibilité de prise en charge simultanée de l'ensemble des vulnérabilités du système de défense, il est crucial de raisonner en termes de priorité, en identifiant celles qui risquent d'altérer dangereusement le fonctionnement escompté des mécanismes de résilience, et prendre de manière préventive, les mesures idoines pour les éliminer ou du moins, réduire leurs effets indésirables. L'approche adoptée doit permettre une coordination optimale des efforts, une meilleure économie d'énergie et des ressources et une orchestration efficiente des actions, à même de garantir le niveau de synergie attendu et de réduire au strict minimum, les doublons capacitaires, sauf aux fins consenties de redondance.

- En général, les Etats, y compris les plus faibles, disposent théoriquement, de moyens suffisants, leur permettant de faire face à la majorité des situations d'urgence. Le vrai problème se situe dans l'écart manifeste entre l'état numérique et l'état fonctionnel de ces moyens et l'incapacité de la plupart des Etats à rationaliser l'usage des moyens existants, selon les principes d'économie de force, de synergie et de liberté d'action. Pour une gestion normative des situations d'urgence, les institutions de l'Etat doivent être en mesure de recenser et de s'assurer régulièrement de la disponibilité effective des ressources humaines et matérielles dans leurs inventaires et organiser périodiquement des exercices, selon les scénarios pressentis d'occurrence, en impliquant les différents intervenants de l'Etat et de la société. Aussi, la mise en place et l'alimentation d'une base de données nationale permettrait une meilleure gestion des ressources et contribuerait à l'amélioration du système de mobilisation en cas de crise ou de catastrophe.

- Le développement aléatoire des métropoles représente le défi probablement, le plus sérieux pour l'effort d'affermissement des capacités de résilience sociétale. En effet, l'absence d'une politique stricte d'urbanisme, qui tiendrait compte du moindre détail concernant la fortification des infrastructures, l'aménagement des abris pour la population en cas de catastrophes, la prise des dispositions pour la fluidité du trafic, le respect des normes de construction et d'implantation du tissu industriel, le respect des normes de sécurité et de sécurisation des réseaux d'approvisionnement multiformes des populations, la conformité aux normes de fonctionnement et de survie du système médical... En bref, les Etats voulant joindre l'utile au vital et préserver les chances de survie de leurs citoyens, doivent adopter une politique « missionnaire » audacieuse de réorganisation et de restructuration de tous les tissus (industriel, économique, et urbain) des métropoles, selon les normes internationales de sécurité.

4.2 Renforcement du lien Etat-nation

- Il ne peut y avoir de résilience sociétale sans que le citoyen, en étant l'acteur pivot de l'entité nationale,

puisse occuper la posture avant-gardiste dans la politique de défense et de sécurité. Les valeurs supérieures de la citoyenneté doivent être inculquées aux membres de la société pour édifier une culture commune « Haut du spectre », qui valorise les notions d'unité, de solidarité, de dévouement et de sacrifice. Pour cela, le concours de toutes les institutions et les instances de l'Etat et de la société civile est nécessaire. Il y va du rôle de ces instances notamment, celles du monde de l'éducation, de communication et de l'influence, tous types confondus, de valoriser ces valeurs, par la rhétorique et par l'acte, en particulier, au sein de la jeunesse, qui est sensée tirer vers le haut, la capacité de résilience sociétale.

- Hormis les assistances d'urgence à offrir aux personnes en situations précarisées par la pandémie, en raison de l'altération brusque des pratiques sociales se rapportant à la vie en communauté, les Etats doivent encourager les initiatives d'assistance, telle que la création de réseaux sociaux, fondés sur les principes du service communautaire et de la participation non exclusive des citoyens aux activités, visant l'affermissement de la résilience de la société en général et de ses membres les plus vulnérables en particulier. Car comme l'a bien résumé Claude Mandil, l'ex directeur exécutif de l'AIE en disant qu' « Il n'est pas de développement durable qui soit assis sur des subventions durables ».

- La capacité de résilience dépend de la vigueur de la relation entre l'Etat et la société. L'affermissement de cette relation reste le seul auxiliaire face aux grandes capacités d'influence et de subversion, rendues facilement atteignables dans un monde virtuel numérique et médiatique hors de contrôle. La mise en valeur de l'héritage historique et culturel que recèle une nation, constitue l'un des piliers de la résilience, de par son pouvoir subtil de persuasion et de mobilisation par la diffusion des valeurs génératrices de la cohésion sociétale.

4.3 Sur le plan de la réflexion stratégique

- La pandémie du COVID-19 qu'a connu l'humanité en 2020 et qui continue à sévir en 2021, a mis en évidence la criticité de l'autonomie nationale dans les domaines stratégiques de l'industrie et de l'agroalimentaire. Ces évènements sinistres ont démontré en grandeur nature, qu'en cas de crise prolongée, la dépendance de l'extérieur, en matière d'approvisionnement stratégique, risque de constituer l'élément principal, déclencheur de l'effondrement général de l'Etat et de la société. Du fait, l'Etat assume la responsabilité de la mise en place d'une politique économique, capable de garantir l'indépendance, la robustesse, la fiabilité et la sureté de fonctionnement des systèmes stratégiques d'approvisionnement de la population et de l'activité économique.

- Face à la probabilité d'occurrence non nulle des scénarios, à la fois possibles et impensables et l'imprécision dans la prédiction des réactions de la société au choc, la réflexion stratégique se trouve en face du dilemme d'hiérarchisation des éventualités et d'identification des dispositions appropriées. En tant que garant de la sécurité nationale, l'Etat doit œuvrer pour le développement de la pensée prospective et le renforcement des systèmes de veille stratégique, en faisant concourir le potentiel intellectuel et académique indépendant, à l'effet de consolider les capacités nationales en matière de prédiction et d'anticipation des risques et des menaces, par l'identification en temps utile, de leurs indications et indicateurs.

- Dans le même contexte, les institutions étatiques et privées doivent agir collectivement pour promouvoir la capacité d'analyse stratégique des vulnérabilités et des opportunités dans les différents domaines liés à l'activité sociétale, notamment, le volet économique, logistique, technique, institutionnel, organisationnel, culturel, religieux et relationnel, en vue d'identifier les actions à entreprendre pour mitiger les vulnérabilités et cultiver les opportunités offertes pour l'affermissement de la capacité de résilience sociétale.

5. Conclusion

Le renforcement de la résilience nationale ne devra être qu'au centre des préoccupations de toute politique de défense et de sécurité, soucieuse de faire du citoyen un élément multiplicateur de force, plutôt qu''un facteur de vulnérabilité dans l'effort de concrétisation du projet politique. Une société résiliente est celle capable

de renaitre de ses cendres, en tirant les enseignements de chaque crise vécue. Si les inégalités sociales, en matière de santé, de logement et de distribution du travail ont été parmi les vulnérabilités ayant permis au coronavirus de se propager avec aisance et impunité dans un environnement interconnecté qui est le nôtre, la sagesse recommande de renforcer cette posture avant-gardiste de la société, à travers la mise en place d'une politique visant à réduire les écarts et faire participer ces pans de la population à la vie de leur communauté, pour le meilleur et pour le pire.

Conflit d'intérêt

L'auteur déclare ne pas avoir de conflit d'intérêts.

Bibliographies

[1] - Cyrulnik, B. et Seron, C. (2013). La résilience ou comment renaître de sa souffrance (4p). Récupéré le 31 juin 2020 de http://lumiere-du-futur.fr/wp-content/uploads/2014/11/RESILIENCE.pdf,

[2]- Decelle-Lamothe, S. (2020, 15 avril). Covid-19 : Un processus de résilience mondiale en action, une opportunité hors du commun. Institut des risques majeurs (IRMa). Récupéré le 11 octobre 2020 de http://www.irma-grenoble.com/01actualite/01articles_afficher.php?id_actualite=711

[3]- De Marchi, B. et Mangone, E. (dir.). (2020, juin).Societal Vulnerability and Resilience in the COVID-19 Crisis. Centre for the Study of the Sciences and the Humanities University of Bergen, Norway. Récupéré le 10 octobre 2020 de http://www.cussoc.it/index.php/journal/article/view/135/92

[4] - Geoffroy, C., Rigaud, E. et Guarnieri, F. (2016, Octobre). L'entrée en résilience en situation extrême (10p). Institut pour la maitrise des risques (IMdR). Récupéré le 20 mai 2020 de https://www.semanticscholar.org/paper/L%27entrée-en-résilience-en-situation-extrême-Geoffroy-Rigaud/.

[5] - Kandel, N. (1998). Introduction de l'œuvre d'André BEAUFRE « Introduction à la stratégie » (6p). Journal de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Récupéré le 10 juin 2020 de https://proecapantheonsorbonne.files.wordpress.com/2018/02/andrc3a9-beaufre-introduction-c3a0-la-stratc3a9gie-e28094-nicolas-kandel.pdf.

[6] - Kissinger, H. A. (1957). Nuclear Weapons and Foreign Policy (463p). American Book-Stratford Press, New York.

[7] - Mouvement des entreprises de France (MEDEF). (2020, juillet). La responsabilité sociétale : facteur de résilience de l'entreprise. Récupéré le 14 octobre 2020 de file:///C:/Users/Admin/Downloads/fichier_fiche_outil_medef_rse_et_resilience%20(2).pdf

[8] - Moyou, E. (2020, octobre). Nombre d'infections dues au coronavirus par pays du monde. StatistaResearch&Analysis. Récupéré le 12 Octobre 2020 de https://fr.statista.com/statistiques/1091585/morts-infections-coronavirus-monde/

[9] - Nations Unies. (2009). Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe (34p), (Ministère français de développement durable MEEDDAT, trad.). Récupéré le 23 Septembre 2020 de https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Rapport_complet_172.pdf.

[10] - Organisation Mondiale de la Santé (OMS). (2020, aout). Estimation de la mortalité due à la COVID-19. Document d'information scientifique 4. Récupéré le 05 octobre 2020 de https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/333842/WHO-2019-nCoV-Sci_Brief-Mortality-2020.1-fre.pdf

[11]- Poirier, L. (1994). La crise des fondements (188p), Economica, Paris.

[12] - Powley, E. H. (2013). The Process and Mechanisms of Organizational Healing. The Joumal of Applied Behavioral Science, 49 (1), 42-68.

[13] - Stallings, R. A. (2006). Disaster and the Theory of Social Order: In What Is a Disaster? Perspectives on the Question. Digital print, London: Routledge, 127-45.

Comment citer cet article selon la méthode APA:

Ameur, Boumediene et Ferdiou, Oulhadj, (Année 2021), La résilience sociétale et les défis de persévérance dans l'être national, revue académique des études sociales et humaines, vol 13, numéro 02, Université Hassiba Ben Bouali, Chlef, Algérie, pp .14-23